

Le Bonnet Rouge

Quotidien Républicain du soir

DIRECTION & PUBLICITÉ

14, rue Drouot (Paris 9^e) — Téléph. : CENTRAL 69-70.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

142, rue Montmartre (Paris 2^e) — Téléph. CENTRAL 80-82

DIRECTEUR :

Miguel ALMEREYDA

Abonnements : Paris 20 fr. ; Départements 24 fr. ; Étranger 32 fr.

Cinq Centimes le Numéro (Paris et Départements) : Cinq Centimes

La Province Inébranlable

Je viens de passer une petite semaine hors de Paris. J'étais, il y a un mois ou deux, dans la région lyonnaise, puis dans le Sud-Est, sur la côte provençale. L'enquête que je poursuis, enquête sur l'esprit public en France, pendant la troisième année de guerre, — m'a conduit, cette fois-ci, dans les grands ports de l'Ouest.

Il ne saurait être question de publier, dès maintenant, les résultats de ces investigations.

Ce n'est pas que j'aie appris quoi que ce soit qui, rendu public, généraliserait la défense nationale ou menacerait l'union nécessaire des bons citoyens. Non, certes !

Mais de pareils articles subiraient, je le crains, le sort que les représentants de la République, de ce régime de liberté et d'égalité, imposent aux comploteurs des réunions du parti socialiste que nos collaborateurs ont tenté de publier dans le Bonnet Rouge.

Tous nos amis ont le culte de la vérité : ils analysaient loyalement tous les discours prononcés dans ces réunions.

Avec une régularité d'automates, ces représentants du gouvernement de la République occupent, dans ces comptes-rendus, l'exposé des thèses que les hommes au pouvoir n'honorent point de leur approbation. Et le lecteur du Bonnet Rouge aurait pu avoir, de ces réunions et de l'état d'esprit qui s'y manifeste, une idée tout-à-fait fautive.

Il en trait de même, si je publiais les résultats de l'enquête que je poursuis, de province en province, sur l'état d'esprit du peuple de l'arrière, sur les opinions et les sentiments des ouvriers, des commerçants, des industriels et des fonctionnaires de nos grandes villes, sur l'état des anciens partis politiques, les transformations que la guerre leur a imposées, les orientations et les déviations qu'ils ont eues de ces événements, sur les événements ont apportés aux doctrines des groupes et aux programmes des factions.

Ce journal a pour règle de dire la vérité et d'en exposer tous les aspects qu'il en peut saisir. Je serais donc obligé de raconter ce que j'ai vu, mêlé aux hommes sensés qui forment la plus grande partie de la population, des malheureux qui croient dur comme fer à tout ce que débilitent dans leurs journaux, les farceurs et les alliés du nationalisme, les épileptiques et les tartuffes de l'Église romaine. Et, comme on ne manquerait pas de supprimer dans mes articles tout ce qui ne serait pas à l'usage des comités de ces gens-là, les lecteurs auraient le droit ou de croire que le peuple des provinces est tout entier composé d'hydrophobes, ou bien que je me moque du public.

C'est pourquoi je ne dirai rien encore de cette enquête.

Puisque je ne puis exposer toute la vérité, je n'exposerai rien, car ce serait mentir et mentir, c'est de n'en dire qu'une parcelle infime.

Mais, à défaut de faits, à défaut de témoignages, je puis, j'espère, vous livrer une des impressions d'ensemble que je rapporte de ce voyage, comme de tous les précédents.

C'est une impression de réconfort et d'espérance.

À tous ceux qui mènent à Paris, la lutte pour la défense de la République et des libertés qu'elle comporte, à tous ceux qui ne veulent pas laisser la France tomber sous le joug des Roys ou dans les pattes des prêtres, à tous ceux qui pensent que nous devons repousser les idées socialistes et les méurs politiques de l'Allemagne impériale, comme nos soldats ont repoussé ses armées, à tous ceux qui croient que le patrimoine moral de notre pays est aussi précieux que son territoire, à tous ces républicains, en un mot, je puis dire avec assurance :

— Continuez sans faiblir. La victoire est au bout de vos efforts : car, dans son immense majorité, dans ses éléments honorables et laborieux, le peuple des départements est avec vous. Pas plus que les Parisiens, les hommes des provinces n'ont été atteints profondément par les extraordinaires tentatives que la réaction cléricalle et royaliste a accomplies pour le détacher de la République, les dresser contre le Parlement, et les rendre favorables à ses desseins, ou même seulement indifférents à notre résistance.

Je ne sais pas si d'autres ont entrepris l'enquête que je poursuis. Mais, à défaut d'investigations portant sur la France entière, il y a eu des enquêtes locales ou régionales. Députés et sénateurs, pour ne parler que d'eux, savent assurément ce que pensent leurs électeurs. J'ai la certitude que la même confiance les emporte vers la bataille à poursuivre.

J'ai pu, pour ma part, en rentrant à Paris, constater bien vite que je ne suis pas trompé et que je n'ai pas été induit en erreur. J'ai vu le complet-rendu des séances du Congrès national de la Ligue des Droits de l'Homme ; on a dit quel état d'esprit manifestent les délégués des sections de la Ligue, cette élite modeste et laborieuse du parti républicain dans chaque ville ou chaque bourg de province.

La leçon qui se dégage de ce congrès et les impressions que j'ai recueillies,

concordent pour montrer aux républicains de Paris et aux membres du Parlement que le peuple des provinces est, plus que jamais, attaché à la République d'extrême-gauche, à la République démocratique, laïque et sociale, à la République des Droits de l'Homme et des Droits des Peuples.

Les Allemands ont pu nous surprendre par leur préparation. Jamais le peuple de France n'enviera leurs institutions féodales et n'admira leur mépris de la Justice et du Droit.

On a pu plaisanter ces belles idées. On ne leur a pas enlevé un de leurs fidèles. Et le Dieu de l'Église romaine qui convoitait leurs adorateurs devra, pour un long temps encore, rester morose sur ses autels abandonnés des hommes.

Georges CLAIRET.

LA DEFENSE DES LOCATAIRES

Pour toutes les questions concernant les loyers, une permanence est établie, 14, rue Drouot, le mardi et samedi de 10 h. 1/2 à midi.

LA GUERRE CHEZ LES "RÉAC"

Voilà que ces bons messieurs de la presse de droite, fatigués sans doute de manger du Républicain, se mettent à se dévorer entre eux.

La cause de cette crise de cannibalisme ?

M. Joseph Denis, directeur de la Libre Parole, aurait tenu ce propos : « Tous les journaux de Paris, à l'exception de la Libre Parole et de la Croix, louchent aux fonds secrets ».

Aux fonds secrets ! Oh, l'horrible chose ! L'Action Française qui, comme on le sait, ne touche pas aux fonds secrets (ses ressources étant publiques) a pu être accusée de cette chose-là, elle est indignation bien jouée.

M. Louis Dimier a dit son fait à M. Denis :

« Sa conduite, a-t-il écrit, représente un abus de confiance sordide ».

Aujourd'hui, l'Écho de Paris, à son tour, prend à partie M. Denis.

Continuez, Messieurs, nous marquons les coups...

En marge de la Politique

La Symphonie des Fromages AU LUXEMBOURG

La taxation des beurres et fromages a fait, vous ne l'ignorez point, l'objet de chaudes discussions, au Sénat comme au Palais-Bourbon.

Les débats, raconte l'Opinion, furent d'abord assez ternes. Chaque sénateur, paraît-il, approuvait toutes les taxes, sauf celle qui concernait les fromages de son pays. C'est M. Eugène Lintilhac qui passionna la discussion. On l'entendit crier soudain de sa voix courvée d'Arverne au cœur métallique :

Le roquefort est le roi des fromages !... Cette assertion était trop catégorique, trop exclusive, trop blessante aussi, pour ne pas provoquer de protestations. Elles s'élevèrent en tempête. Le président du Sénat, l'honorable M. Antonin Dubost, qui est du pays de la « tome » et du « Saint-Marcelin », tenta vainement d'apaiser les esprits irrités.

Les sénateurs se lançaient au visage des noms de fromages. M. Lintilhac tenait tête à tous :

— Et le cantal !

— C'est le vice-roi !

— Et le laguiole !

— Je l'annexe au roquefort !

Cet annexionisme déplut. M. Lintilhac allait passer un mauvais quart d'heure, quand un mot lancé dans le débat détourna l'orage ; trois syllabes, tombées d'un ne sait quelles lèvres révéleraient toute la représentation des départements normands :

— Camembert !

Comme un seul homme, les Normands se dressèrent. Pas un n'ouvrait la bec, — vieille habitude de prudence, héritée des corbeaux qui l'acquiescent à grands frais... — un frisson passa sur l'assemblée... Qu'allait-il arriver ! L'émotion était poignante. Les gorges se serrèrent. Les poitrines se gonflèrent et se dégonflèrent, d'un rythme précipité. Des gouttelettes de sueur brillaient sur quelques crânes luisants...

On vit alors M. le comte de Saint-Quentin monter à la tribune, et de sa bouche, tombèrent, un à un, ces mots :

— Je ne parlerai que des fromages à pâte molle, je ne me hasarderai pas sur un autre terrain...

La séance se termina dans un calme relatif. Mais le lendemain le feu faillit reprendre : M. Vidal de Saint-Urbain n'avait-il pas demandé que l'on écrivît « roquefort » avec un R majuscule, au Journal Officiel !

Ce privilège exorbitant réclamé pour ce fromage indigna un instant...

Ce furent là, s'il faut en croire notre confrère, les incidents les plus dignes d'être retenus de cette séance mémorable au cours de laquelle la taxation fut tout de même votée. — CINABRE.

SUR TOUS LES FRONTS

Après Vaux, Damloup

Nos troupes occupent ce village et font des prisonniers

Dans la Somme, il pleut et la canonnade même s'apaise

Communiqués Officiels

827^e JOUR DE LA GUERRE

novembre, 15 heures.

Au nord de la Somme, l'ennemi n'a pas renouvelé ses tentatives sur nos tranchées du bois Saint-Pierre-Waast. Le chiffre des prisonniers faits par nous dans ce secteur, est d'une cinquantaine. Pendant la nuit, lutte d'artillerie interminable.

Sur la rive droite de la Meuse, bombardement assez vif dans la région de Douaumont, de Vaux et de la Louffe.

A l'est du fort de Vaux, nos troupes, élargissant leurs progrès, ont occupé, pendant la nuit, le village de Damloup où nous avons fait des prisonniers.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

COMMUNIQUE BRITANNIQUE

Il n'y a plus de violences toute la nuit. Rien à signaler en dehors de l'activité ordinaire des engins de tranchées.

La Victoire du Carso

LES PERTES AUTRICHIENNES

Rome, samedi. — Les pertes autrichiennes dans les deux premiers jours de l'offensive italienne sont de 9.000 prisonniers, 10.000 tués et 20.000 blessés. Le beau temps favorise l'avance italienne, qui a continué hier, sur une étendue plus grande encore que précédemment ; la violence de la lutte s'accroît. Le général Boerovich a demandé de nouveaux renforts, trois divisions avant d'être ramenées à l'arrière. L'effort des batailles autrichiennes ne s'élève pas autour d'hui à plus de 600 hommes, dont la moitié appartenant à des jeunes classes.

On annonce l'arrivée de régiments des chasseurs de l'empereur, venant du Tyrol, et de régiments hongrois ramenés du front roumain. — (Daily Mail).

LA CONTRE-ATTAQUE ENNEMIE

Udine, samedi. — Les prisonniers autrichiens reconnaissent que le général Boerovich a insisté pour qu'on lui envoie de puissants renforts d'infanterie et d'artillerie. On les envoie en toute hâte du front russe et du front roumain. Dès qu'il les aura reçus, il tentera de reprendre l'offensive et de reconquérir le terrain perdu.

Berne, 5 novembre. — Le Wiener Ostdeutsche Rundschau apprend que le gouvernement autrichien va prochainement publier une ordonnance, en vertu de laquelle une large autonomie est accordée à la Galicie. — (Information).

Dans les Carpathes

Bucarest, 30 octobre (retardée dans la transmission). — L'Indépendance Roumaine constate une sensible amélioration dans la situation militaire.

Des Carpathes viennent les nouvelles les plus rassurantes. Il semble bien que décidément la balance penche de notre côté.

Certes, la porte des voies ferrées de Cos-tanza est fâcheuse, mais nous avons la satisfaction de constater que l'ennemi n'a pas pu nous imposer sa volonté, ni nous forcer à risquer la bataille à l'endroit qu'il avait choisi et où il pensait que ses dispositions devaient lui assurer le succès. — (Radio).

La Question Polonaise

Voilà qu'on reparle de la Pologne. Cela se produit par crises, et, chose étrange, chaque fois que courent des battants pour la civilisation et pour l'indépendance des peuples.

Et M. Asquith, premier ministre d'Angleterre, a précisé la pensée des nations coalisées pour la défense du droit, en déclarant : « Ce n'est pas à la légèreté que nous avons tiré l'épée du fourreau. Nous ne l'y remettrons pas avant que le droit des petites nationalités soit placé sur des bases inattaquables ».

La Pologne, avec ses 22 millions d'habitants, quand la Belgique n'en a que 7 millions, la Roumanie 7 millions, la Hollande 5 millions, la Suède 5 millions, la Bulgarie, 4 millions, la Suisse, 3 millions 700.000, la Serbie 2.000.000, le Danemark 2.600.000, la Norvège, 2.200.000, le Monténégro, 200.000, le Luxembourg, 460.000, la principauté de Monaco, 15.000 est, à coup sûr, mieux qu'une petite nationalité.

Leur volonté, ils ne cessent de l'exprimer. L'Echo Polonais, qui paraît à Moscou, publie un article de M. Ledniczki, ancien député de la Douma, à propos d'une déclaration politique du Conseil municipal de Varsovie.

A ce propos, un journal polonais imprimé en Suisse fait observer que cet article, publié en entier, sans aucune coupure, avec le visa de la Censure russe,

aurait été certainement supprimé par la Censure française.

Nous ne voulons pas croire à tant de sottise de la part des censeurs de chez nous, et c'est pourquoi nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs le passage essentiel de la déclaration du Conseil municipal de la capitale polonaise.

LA GUERRE à Coups de Dollars

Une Election passionnée

Ce sont les femmes qui décideront surtout lequel, de M. Hughes ou de M. Wilson, sera l'hôte de la Maison-Blanche

Pendant que toute l'Europe est occupée de la grande question de la guerre, l'activité des citoyens des Etats-Unis est tournée dans une direction bien différente. Il s'agit de remplacer l'hôte de la Maison-Blanche ou de prolonger son bail.

Une personnalité américaine connue a bien voulu nous renseigner sur la manière dont se mène la campagne, et sur les grandes questions qui sont à la base de l'élection.

LA QUESTION DES TRUSTS EST EGARTEE

— Il y a quatre ans, nous a-t-il dit, lorsque MM. Taft, Roosevelt et Wilson se disputaient la présidence, la discussion sur les trusts était primordiale. A présent, il n'en est plus ainsi.

M. Hughes ne lui a donné que cinq lignes dans son discours d'acceptation. C'est qu'elle a été liquidée, ou, au moins pour le moment, par le président Wilson et que la réglementation en vigueur a donné à tous les intérêts en présence une satisfaction légitime.

Aujourd'hui, la lutte est transportée sur le terrain économique et dirigée contre trois grandes législations comprenant :

1. Le travail des enfants dans les fabriques ;
2. Les indemnités à payer pour les accidents de travail parmi le personnel des employés de l'Etat ;
3. La fixation de la journée légale de huit heures pour les employés de chemins de fer et de tramways.

La loi de huit heures surtout est le grand cheval de bataille. Elle a écarté la menace d'une grève générale qui aurait commencé le 4 septembre.

On sait qu'aux Etats-Unis, une grève prend facilement des proportions néfastes. L'établissement de la journée de huit heures au lieu de dix, a donné satisfaction non seulement aux ouvriers, mais encore au public, qui voyait dans le sauvetage des employés la raison des accidents journaliers des derniers mois.

En s'attaquant à cette législation récente, M. Hughes tente presque l'impossible. On assure, du reste, qu'il n'a plus tous ses pouvoirs ; que ses nerfs et sa voix lui manquent en même temps. Il n'a certainement pas la force physique de MM. Bryan et Roosevelt, qui réussissent à prononcer 16 speeches par jour, et cela en voyageant comme des globe-trotters d'une province à l'autre.

M. Wilson ménage ses forces. Selon lui, le chef d'Etat briguant une réélection, ne doit pas entreprendre de tournée oratoire à travers le pays, mais seulement répondre aux invitations des comités.

— Et que penser de l'attitude de Roosevelt ?

— Oh ! Roosevelt, c'est le tonique de la saison. On se souvient de la froideur et de l'opposition qu'il manifesta à Hughes au début de la campagne.

Maintenant il travaille activement pour lui, mais on est en droit de se demander si, dans le cas où son candidat serait élu, il prétendrait gouverner à sa place comme il fit jadis avec Taft.

Que deviendrait les Etats-Unis si « le colonel » était une fois de plus l'âme du gouvernement ?

C'est ce que l'avenir seul peut nous apprendre, et peut-être vaut-il mieux qu'il ne nous l'apprenne pas.

Le Legs Rodin au Sénat

Le rapport de M. E. Lintilhac

Les bien-pensants

Dans quelques jours nos graves sénateurs vont discuter définitivement sur l'acceptation du legs Rodin.

Entendons-nous, au Palais du Luxembourg, les mêmes fileux bélements qu'au Palais-Bourbon... L'Institut, va-t-il armer de ses foudres le bras de quelque sénateur ?

La cabale qui a lamentablement sombré dans les vases du ridicule va-t-elle vouloir prendre une revanche séduisante ?

« Peut-être, nous a dit une haute personnalité bien qualifiée pour nous renseigner à ce sujet, peut-être assisterons-nous à l'offensive de l'opposition. Nous comptons parmi nos sénateurs quelques bien-pensants à la mode de M. Delahaye. Et vous n'êtes pas sans ignorer que la conscience pudibonde de ces bien-pensants est prompte à s'effaroucher de tout ce qui n'est pas dans les limites du conventionnel ».

En outre, leur conception artistique, s'il en est une — se borne à admirer ce qui est correct, bienséant pour les mœurs et s'effole devant telle œuvre qui fait montre de trop d'originalité.

« Il y a aussi l'hydre de la cabale qui menace de relever la tête, prête à lancer son venin, mais, ne me faites pas dire, je vous en prie, du mal de nos gloires de l'Institut... »

Le Parlement Inter-Alliés

Rome, 5 novembre. — M. Franklin-Bouillon, d'accord avec MM. Luzzatti et Maggiorini Ferrar, dresse, en ce moment, le programme des travaux de la prochaine réunion, à Rome, des délégués des Chambres françaises et italiennes qui doivent former un Parlement inter-alliés. Ces réunions auront lieu vers le 10 décembre. Toutes les questions politiques et économiques intéressent les deux nations et leurs alliés seront traités avec autant plus de chances de succès que les parlementaires français sont invités non seulement par le Parlement mais aussi par le gouvernement italien.

Pendant les quatre jours que dureront leurs séances, les commissions délibéreront séparément, mais les décisions prises seront finalement sanctionnées dans une réunion plénière. Le résultat des travaux sera tenu secret.

M. Franklin-Bouillon a vivement remercié tous ses collègues italiens pour l'accueil empreint et cordial qu'ils lui ont fait. — (Information).

Un réquisitoire

Le rapport de M. Eugène Lintilhac, dans sa netteté, sa simplicité, est le plus beau réquisitoire qui puisse être dressé contre les adversaires envieux, inconscients ou bornés de notre grand sculpteur.

M. le sénateur Lintilhac a visité le musée Rodin, en visiteur intègre, sans parti-pris, sans arrière-pensée. Accompagné de MM. Marat, Beauvisage, Mascuzand, Dandé, Herriot, Trouillot, Henry Boucher, Gabrielli, membres de la commission sénatoriale, il a vu les collections de l'artiste, le fruit de son travail d'un demi-siècle, et il est reparti, conquis par le génie du sculpteur.

Au nom de la commission, il a alors rédigé ce rapport qui est un chef-d'œuvre de clarté.

Nous nous en voudrions de ne pas citer ce passage où le visiteur officiel dit toute l'admiration que lui inspire l'Age d'airain :

LES ELECTEURS

D'après les derniers pointages électoraux, M. Hughes semblait avoir des chances de succès.

On prétend que si le candidat républicain peut emporter le vote d'un grand Etat moyen, soit l'Illinois, soit l'Indiana, ou l'Ohio, soit l'Etat de New-York, son élection est assurée.

Quatre millions de femmes voteront. A Chicago seulement, 471.000 sont inscrites. C'est dire que dans les Etats où elles auront le droit d'approcher des urnes, les américaines auront une grosse influence sur le résultat du scrutin. On dit que beaucoup de féministes sont pour Hughes, mais que la politique patiente de Wilson en a conquis un grand nombre.

Il est impossible de prévoir quel est le candidat qui emportera la majorité de leurs voix.

LES FRAIS D'UNE CAMPAGNE

En politique comme en toute chose, aux Etats-Unis, les dollars jouent un rôle qui n'est pas négligeable. Les frais d'une campagne sont naturellement très considérables. On assure que lors de son élection, le président Mac-Kinley avait dépensé 6.000.000 de dollars, soit plus de 30.000.000 de francs. Les campagnes menées actuellement par les deux candidats se chiffrent non seulement dans les mêmes proportions, mais la façon de procéder n'est plus la même.

Les journaux, le capital d'Etat fourni par les banques de Wall-Street et les grosses entreprises financières, maintenant, on les demande aux simples particuliers.

Les politiciens yankees pensent avec raison que le meilleur moyen d'intéresser un individu dans le succès d'une entreprise, c'est de lui faire engager des fonds.

A cet effet, ils ont fondé dans toutes les

Informations

M. Pierre Ruff, qui était détenu pour faits politiques à la prison de Caen, vient d'être libéré.

Il reste encore dans la même prison M. Louis Lecoin.

On se souvient que MM. Pierre Ruff et Louis Lecoin avaient été condamnés, avant la guerre, pour propagande antimilitariste.

On annonce officiellement de Berlin que l'appel de Liebknecht a été rejeté.

La Question Polonaise

Voilà qu'on reparle de la Pologne. Cela se produit par crises, et, chose étrange, chaque fois que courent des battants pour la civilisation et pour l'indépendance des peuples.

Et M. Asquith, premier ministre d'Angleterre, a précisé la pensée des nations coalisées pour la défense du droit, en déclarant : « Ce n'est pas à la légèreté que nous avons tiré l'épée du fourreau. Nous ne l'y remettrons pas avant que le droit des petites nationalités soit placé sur des bases inattaquables ».

La Pologne, avec ses 22 millions d'habitants, quand la Belgique n'en a que 7 millions, la Roumanie 7 millions, la Hollande 5 millions, la Suède 5 millions, la Bulgarie, 4 millions, la Suisse, 3 millions 700.000, la Serbie 2.000.000, le Danemark 2.600.000, la Norvège, 2.200.000, le Monténégro, 200.000, le Luxembourg, 460.000, la principauté de Monaco, 15.000 est, à coup sûr, mieux qu'une petite nationalité.

Leur volonté, ils ne cessent de l'exprimer. L'Echo Polonais, qui paraît à Moscou, publie un article de M. Ledniczki, ancien député de la Douma, à propos d'une déclaration politique du Conseil municipal de Varsovie.

A ce propos, un journal polonais imprimé en Suisse fait observer que cet article, publié en entier, sans aucune coupure, avec le visa de la Censure russe,

LA GUERRE à Coups de Dollars

Une Election passionnée

Ce sont les femmes qui décideront surtout lequel, de M. Hughes ou de M. Wilson, sera l'hôte de la Maison-Blanche

Pendant que toute l'Europe est occupée de la grande question de la guerre, l'activité des citoyens des Etats-Unis est tournée dans une direction bien différente. Il s'agit de remplacer l'hôte de la Maison-Blanche ou de prolonger son bail.

Une personnalité américaine connue a bien voulu nous renseigner sur la manière dont se mène la campagne, et sur les grandes questions qui sont à la base de l'élection.

LA QUESTION DES TRUSTS EST EGARTEE

— Il y a quatre ans, nous a-t-il dit, lorsque MM. Taft, Roosevelt et Wilson se disputaient la présidence, la discussion sur les trusts était primordiale. A présent, il n'en est plus ainsi.

M. Hughes ne lui a donné que cinq lignes dans son discours d'acceptation. C'est qu'elle a été liquidée, ou, au moins pour le moment, par le président Wilson et que la réglementation en vigueur a donné à tous les intérêts en présence une satisfaction légitime.

Aujourd'hui, la lutte est transportée sur le terrain économique et dirigée contre trois grandes législations comprenant :

1. Le travail des enfants dans les fabriques ;
2. Les indemnités à payer pour les accidents de travail parmi le personnel des employés de l'Etat ;
3. La fixation de la journée légale de huit heures pour les employés de chemins de fer et de tramways.

La loi de huit heures surtout est le grand cheval de bataille. Elle a écarté la menace d'une grève générale qui aurait commencé le 4 septembre.

On sait qu'aux Etats-Unis, une grève prend facilement des proportions néfastes. L'établissement de la journée de huit heures au lieu de dix, a donné satisfaction non seulement aux ouvriers, mais encore au public, qui voyait dans le sauvetage des employés la raison des accidents journaliers des derniers mois.

En s'attaquant à cette législation récente, M. Hughes tente presque l'impossible. On assure, du reste, qu'il n'a plus tous ses pouvoirs ; que ses nerfs et sa voix lui manquent en même temps. Il n'a certainement pas la force physique de MM. Bryan et Roosevelt, qui réussissent à prononcer 16 speeches par jour, et cela en voyageant comme des globe-trotters d'une province à l'autre.

M. Wilson ménage ses forces. Selon lui, le chef d'Etat briguant une réélection, ne doit pas entreprendre de tournée oratoire à travers le pays, mais seulement répondre aux invitations des comités.

— Et que penser de l'attitude de Roosevelt ?

— Oh ! Roosevelt, c'est le tonique de la saison. On se souvient de la froideur et de l'opposition qu'il manifesta à Hughes au début de la campagne.

Maintenant il travaille activement pour lui, mais on est en droit de se demander si, dans le cas où son candidat serait élu, il prétendrait gouverner à sa place comme il fit jadis avec Taft.

Que deviendrait les Etats-Unis si « le colonel » était une fois de plus l'âme du gouvernement ?

C'est ce que l'avenir seul peut nous apprendre, et peut-être vaut-il mieux qu'il ne nous l'apprenne pas.

Le Legs Rodin au Sénat

Le rapport de M. E. Lintilhac

Les bien-pensants

Dans quelques jours nos graves sénateurs vont discuter définitivement sur l'acceptation du legs Rodin.

Entendons-nous, au Palais du Luxembourg, les mêmes fileux bélements qu'au Palais-Bourbon... L'Institut, va-t-il armer de ses foudres le bras de quelque sénateur ?

La cabale qui a lamentablement sombré dans les vases du ridicule va-t-elle vouloir prendre une revanche séduisante ?

« Peut-être, nous a dit une haute personnalité bien qualifiée pour nous renseigner à ce sujet, peut-être assisterons-nous à l'offensive de l'opposition. Nous comptons parmi nos sénateurs quelques bien-pensants à la mode de M. Delahaye. Et vous n'êtes pas sans ignorer que la conscience pudibonde de ces bien-pensants est prompte à s'effaroucher de tout ce qui n'est pas dans les limites du conventionnel ».

En outre, leur conception artistique, s'il en est une — se borne à admirer ce qui est correct, bienséant pour les mœurs et s'effole devant telle œuvre qui fait montre de trop d'originalité.

« Il y a aussi l'hydre de la cabale qui menace de relever la tête, prête à lancer son venin, mais, ne me faites pas dire, je vous en prie, du mal de nos gloires de l'Institut... »

Le Parlement Inter-Alliés

Rome, 5 novembre. — M. Franklin-Bouillon, d'accord avec MM. Luzzatti et Maggiorini Ferrar, dresse, en ce moment, le programme des travaux de la prochaine réunion, à Rome, des délégués des Chambres françaises et italiennes qui doivent former un Parlement inter-alliés. Ces réunions auront lieu vers le 10 décembre. Toutes les questions politiques et économiques intéressent les deux nations et leurs alliés seront traités avec autant plus de chances de succès que les parlementaires français sont invités non seulement par le Parlement mais aussi par le gouvernement italien.

Pendant les quatre jours que dureront leurs séances, les commissions délibéreront séparément, mais les décisions prises seront finalement sanctionnées dans une réunion plénière. Le résultat des travaux sera tenu secret.

M. Franklin-Bouillon a vivement remercié tous ses collègues italiens pour l'accueil empreint et cordial qu'ils lui ont fait. — (Information).

Un réquisitoire

Le rapport de M. Eugène Lintilhac, dans sa netteté, sa simplicité, est le plus beau réquisitoire qui puisse être dressé contre les adversaires envieux, inconscients ou bornés de notre grand sculpteur.

M. le sénateur Lintilhac a visité le musée Rodin, en visiteur intègre, sans parti-pris, sans arrière-pensée. Accompagné de MM. Marat, Beauvisage, Mascuzand, Dandé, Herriot, Trouillot, Henry Boucher, Gabrielli, membres de la commission sénatoriale, il a vu les collections de l'artiste, le fruit de son travail d'un demi-siècle, et il est reparti, conquis par le génie du sculpteur.

Au nom de la commission, il a alors rédigé ce rapport qui est un chef-d'œuvre de clarté.

Nous nous en voudrions de ne pas citer ce passage où le visiteur officiel dit toute l'admiration que lui inspire l'Age d'airain :

Il se met alors à suivre curieusement ces efforts d'œuvre en œuvre.

Dès la première statue lui apparaît le dessin arrêté de passionner le marbre ou le bronze. Pour y réussir, le statuaria n'a d'abord pris d'autres modèles que la nature. La fidélité envers ce modèle saillit aux yeux du visiteur dans cet Age d'airain, qui fit cric au moulage d'après nature, — comme si aucun moulage pouvait produire le frémissement de vie qui monte des pieds à la tête de cet éphémère à l'éveil, et dont le plâtre respire ainsi que celle de l'Hermès d'Olympie.

Ainsi donc, ce rapport, en outre de sa fidélité de ses indications précises, a la valeur d'une critique d'art impartiale.

Nous ne doutons pas qu'il face son effet sur MM. les sénateurs. Nous ne doutons pas non plus que si quelques opposants ont encore le courage d'affronter le ridicule, ils en seront pour leurs frais...

Victor BONNANS.

Villes au-dessus de 500 habitants, des v. finance-commissaires, chargés de recueillir les souscriptions...

LA PUBLICITE

Naturellement, toutes les formes de réclame sont admises. Il s'en trouve parfois d'excentriques...

Sur chaque bouton se trouve gravé le portrait du candidat. On l'expédie par centaines de milliers...

Le photographe aussi joue un grand rôle au quartier général de la publicité...

Les disques portent, enregistrés, les parties décousues du dernier discours. A chaque disque on accroche une carte postale...

Mercédès VIEL

Le Différend Germano-Norvégien

NOTRE EXISTENCE EST EN JEU ECRIT LA GAZETTE DE COLOGNE

Bâle, 5 novembre. — Suivant la Gazette Populaire de Cologne, le gouvernement norvégien aurait l'intention de proposer au gouvernement allemand de soumettre, au Tribunal de La Haye, le différend qui s'est élevé entre la Norvège et l'Allemagne...

L'EMPRUNT 5 0/0 1916

La Leçon de l'Emprunt

Voilà donc clos le second emprunt de guerre français.

Ses résultats officiels, nous ne les connaissons pas encore, à l'heure où j'écris, mais il n'est pas besoin de beaucoup d'imagination pour les prévoir.

Un premier emprunt (autre la conversion de 2 milliards de francs de capital de rente 3 %) il a été souscrit environ 3 milliards 300 millions en obligations 5 0/0 de la Défense nationale, 2 milliards 300 millions en Bons de la Défense nationale, enfin 6 milliards 400 millions en numéraire.

Ce dernier chiffre est évidemment le plus intéressant.

Quelques jours avant la date fixée pour l'émission du dernier emprunt, j'ai voulu indiquer aux lecteurs du Bonnet Rouge l'importance des disponibilités actuelles de la population française.

Les Planches

CE SOIR

Theatres

OPERA. — 7 h. 30, Homage et Juliette. COMEDIE-FRANCAISE. — 8 h. Les Caprices de Marianne; Riquet à la Houpe. OPERA-COMIQUE. — 7 h. 30, Les Dragons de Villars. TRIANON-LYRIQUE. — 8 h. Zampa. PORT-SAINT-MARTIN. — Tous les soirs, 8 h. 15. Matinée 2 h. 15, jeudi et dimanche, 8 h. 15. REVUE. — 8 h. 30, Le Chocin. THEATRE DE LA SCALA. — 8 h. 10, La Dame de chez Maxim's, Marcel Simon. — Jeudi et dimanche, matinée. CHATELAIN. — 7 h. 30, Les Exploits d'une Petite Française; jeudi, samedi et dimanche. GYMNASE. — 8 h. 10, La Petite Douceur. BUDAPEST. — 8 h. 30, Maitre Vohldt. PALAIS-ROYAL. — 8 h. 30, Ma tante et son fils. BOUTES-FRANCAISES. — 8 h. 30, Faisons un Bœuf. ARTS. — 8 h. 30, La seconde Madame Tanguer. GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 30, Le Marquis de la Balle, d'après Kipling; Ah! quelle aérobie! In extasis; Monsieur Lazine. VAUDEVILLE. — 8 h. 30 et 8 h. 30, Cinéma-Crès. NOUVEAU-CIROU. — 8 h. 30, Antonio, détective. LAZARUS. — 8 h. 30, Une Nuit de Noël. THEATRE MICHEL. — 8 h. 30, Une Femme, six Hommes et un Singe. THEATRE GAUMARTIN. — 8 h. 30, Chouchette; Qui trop embrasse. CLYNY. — 8 h. 15, Le Truc de la Banquette. APOLLON. — 8 h. 10, La Demoiselle du Printemps. ALBERT JER. — 8 h. 30, L'Assistent de la Maison Rouge.

Music-Halls - Concerts - Cabarets

FOLIES-BERGERE. — 8 h. 15, L'Archiduc des Folies Bergeres. MAYOL CHANTE CHEZ LUI ses nouvelles créations, à partir de ce soir. — Partie de Concert. OLYMPIA. — 7 h. 30 et 8 h. 30, Concert, Attractions. ELZORADO. — 8 h. 30, Monsieur Victor, avec Danse. RAY-CLAN. — 8 h. 30, Ça M'arrive, revue. GAITE-ROCHECHOUART. — à 8 h. 30, Concert.

Aux Écoutes

Démonstration Rituelle

Que pensent les catholiques fervents de l'abbé Courbe, ce prêtre veuf qui vient de marier son fils en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas? Certains doivent ne point trouver ce geste très orthodoxe, mais quantité d'autres certainement se sont émerveillés de cette cérémonie infiniment touchante.

La foi, par principe, doit se montrer aveugle, donc niant l'évidence, ad parit-primis. Je voudrais pourtant bien qu'on me démontrât non point si le célibat des prêtres est moral ou immoral, il y a bel et bien que cette question est résolue pour les gens qui consentent à réfléchir, mais par quel miracle, un homme marié peut retrouver l'état de chasteté nécessaire au sacerdoce?

A qui la faute? Au public? Nullement. Tous les capitalistes, grands et petits, ont fait leur devoir dans toute la mesure du possible.

Les pauvres ont donné toutes leurs économies, sans compter; et si les riches n'ont pas souscrit davantage, ce n'est pas de leur faute.

Supposez un individu ayant 2 millions de fortune. Une partie de cette somme est représentée par des immeubles; le surplus, en grande partie, par des valeurs mobilières qu'il ne peut vendre sans subir une perte de 30 à 40 0/0. Que lui restait-il pour souscrire à l'emprunt? Quelques billets de mille, c'est-à-dire une somme infime par rapport à ce qu'il possède.

Tel autre, gros industriel, a plus d'argent liquide, mais c'est le fonds de roulement indispensable au fonctionnement de son usine.

A qui donc la faute? Au prospectus d'émission de l'emprunt qui, en dehors des obligations et des Bons de la Défense nationale, n'admettait que les souscriptions en argent.

Les billets de banque dont dispose un capitaliste ne sont nullement en proportion avec sa fortune totale.

Or, ce qui est juste, ce qui est nécessaire, c'est de permettre à chacun d'apporter au finances de la France une aide proportionnée à ce qu'il possède. Le moyen est simple; nous l'avons indiqué ici il y a plus d'un an, avant même le premier emprunt de guerre.

Nous l'exposons de nouveau, en vue du prochain emprunt... si la Censure le permet. Et la suggestion portera ses fruits... si le gouvernement veut bien admettre que les traditions financières du temps de paix sont impuissantes à fournir les sommes inouïes que nécessite la lutte sans merci où la France est engagée.

De l'Opinion, cette petite histoire suggestive

Résumons, un des amis de M. Venizelos, très au courant des choses grecques, avait été de valais un soir sur la route du Pirée. Comme il repassait par la quelques jours plus tard un hasard miraculeux le mit en présence de son voleur. L'homme montait gravement la garde devant un poste de démobilisés. Furieux, le volé demanda à parler au chef de poste et lui conta par le menu les exploits de la sentinelle.

Tout ce que j'avais sur moi, excepté cette baguette que j'ai pu cacher. — Donnez-la moi, je la garde comme pièce à conviction.

A ce mot l'Athénien reconnut qu'il avait affaire à une autorité régulière.

Un de nos représentants à l'étranger, écrit l'Exportateur Français, fait partie de la classe 1904. Il a été réformé une première fois le 30 décembre 1914; il a repassé une seconde visite le 21 avril 1915 et il a été maintenu dans la même situation.

Cet homme représente des intérêts énormes en Amérique du Sud; il a les cartes d'un quarantenaire de maisons françaises. Or, l'autorité militaire l'empêche de retourner au delà des mers, sous ce prétexte que, dans un temps plus ou moins éloigné, on peut encore soumettre les réformés à une visite.

Il nous semble qu'il y a là un abus caractérisé, car, enfin, en admettant même que les hommes de cette catégorie doivent subir une nouvelle visite, ce qui semble excessif, cette visite peut être légalement passée au Consulat!

Le facteur a bonne mémoire. Il se rappelle que jadis, on lui confia une mission analogue. L'administration avait décidé que les pièces d'argent italiennes n'auraient plus cours en France; il fallait s'en débarrasser au plus vite, les changer chez le percepteur, avant le 24...

En un semaine l'astucieux facteur eut ramené tout l'or de la commune. Et il y en avait! Les bas de laine se vidèrent dans ses mains noueuses et les vieux portemonnaies au cuir râpé, se confièrent à sa sacoche.

Un de nos représentants à l'étranger, écrit l'Exportateur Français, fait partie de la classe 1904. Il a été réformé une première fois le 30 décembre 1914; il a repassé une seconde visite le 21 avril 1915 et il a été maintenu dans la même situation.

Cet homme représente des intérêts énormes en Amérique du Sud; il a les cartes d'un quarantenaire de maisons françaises. Or, l'autorité militaire l'empêche de retourner au delà des mers, sous ce prétexte que, dans un temps plus ou moins éloigné, on peut encore soumettre les réformés à une visite.

LA POLOGNE DELIVREE



D'après une gravure sur bois de Z. Cewitzka, cliché des Hommes du Jour.

PERITUS.

Dans le Parti Socialiste

Une Réunion à la 3e Section

La 3e section de la Fédération de la Seine du Parti Socialiste avait convié ses adhérents et les adhérents des sections voisines à une conférence, où devaient se rencontrer un orateur de la majorité, M. Prétel, et un orateur de la minorité, M. Morin.

Nous aurions volontiers publié le compte rendu de cette réunion et le texte de l'ordre du jour qui la clôture. Malheureusement, il ne nous serait possible de faire entendre qu'un son de cloche, par suite du veto que la Censure oppose à ce que l'une des thèses soit exposée publiquement; le compte rendu d'une conférence, dans ces conditions, manquera tout à fait d'intérêt.

Nous ne pouvons que rappeler aux socialistes de la Fédération de la Seine la question écrite posée par M. COMAR et publiée dans l'Officiel du 26 octobre, question qui n'a encore reçu aucune réponse.

13370. — Question écrite, remise à la présidence de la Chambre, le 25 octobre 1916, par M. Gouda, député, demandant à M. le ministre de la guerre: 1° s'il a connaissance que la Censure a reçu l'ordre de ne pas laisser publier les articles de journaux « faisant l'éloge de la milice dans les congrès socialistes »; 2° pour quelles raisons cet ordre a été donné; 3° s'il estime pas que cette manière de voir est en opposition absolue avec les principes qui sont à la base du régime républicain.

Courrier des spectacles

COMEDIE-FRANCAISE. — En soirée, à 8 h., Les Caprices de Marianne, comédie en deux actes, de Molière; Riquet à la Houpe, comédie en quatre actes, ex vers, de Théodore de Banville.

NOUVEAU-CIROU. — C'est demain lundi la première de la Boussolle, première représentation d'un drame à trois actes de M. Henri Bataille, qui sera interprété par Mme Béatrice, Mme Sianou, M. André Antoine et M. Louis Gauthier.

NOUVEL-AMBIGU. — C'est demain lundi la première de la Boussolle, première représentation d'un drame à trois actes de M. Henri Bataille, qui sera interprété par Mme Béatrice, Mme Sianou, M. André Antoine et M. Louis Gauthier.

NOUVEL-AMBIGU. — C'est demain lundi la première de la Boussolle, première représentation d'un drame à trois actes de M. Henri Bataille, qui sera interprété par Mme Béatrice, Mme Sianou, M. André Antoine et M. Louis Gauthier.

NOUVEL-AMBIGU. — C'est demain lundi la première de la Boussolle, première représentation d'un drame à trois actes de M. Henri Bataille, qui sera interprété par Mme Béatrice, Mme Sianou, M. André Antoine et M. Louis Gauthier.

NOUVEL-AMBIGU. — C'est demain lundi la première de la Boussolle, première représentation d'un drame à trois actes de M. Henri Bataille, qui sera interprété par Mme Béatrice, Mme Sianou, M. André Antoine et M. Louis Gauthier.

NOUVEL-AMBIGU. — C'est demain lundi la première de la Boussolle, première représentation d'un drame à trois actes de M. Henri Bataille, qui sera interprété par Mme Béatrice, Mme Sianou, M. André Antoine et M. Louis Gauthier.

Le Bachot

Monsieur le Directeur du Bonnet Rouge,

Permettez à un « réaliste » de vous adresser ces quelques lignes concernant le baccalauréat. Ce que j'ai à vous dire peut se résumer ainsi: le mérite et le travail ne sont pas toujours récompensés, je me suis présenté au baccalauréat, sûr de gagner mes lettres de noblesse, étant bien pré-arr. Mais, hélas! tous mes révisions s'évanouissant, et malheureux mortel que je suis, je suis resté sans diplôme.

Je ne dédaigne donc à quitter les études pour lesquelles, pourtant, j'ai beaucoup de goût, et j'enfonce dans le commerce. Mon cas n'est pas unique; celui-ci est pas.

Je connais un jeune Roumain qui a été refusé en juillet — pourtant aucun candidat ne méritait autant que lui d'être reçu.

Ce jeune homme, portant un nom à consonance allemande, fut traité d'Autrichien et de Boche par le professeur d'histoire. Je vous laisse le soin de commenter l'acte de cet examinateur qui ne peut chagriner.

Ce jeune homme, respectant trop ses pédants de la Sorbonne, n'a pu protester.

Les professeurs sont un trop indulgents (par tant) au trop sévères.

Je ne vous dis pas combien les « potaches » eux-mêmes désirent la suppression du baccalauréat. Si ce n'est tout ça, il y a longtemps que ce serait fait.

Excusez-moi d'avoir été, contrairement à ce que vous demandez, long, et recevez, Monsieur le Directeur, mes empressements salutations.

PHILOPAX.

Le Curés, sac au dos!

Monsieur le Directeur,

Permettez-moi de vous adresser ces quelques lignes concernant le baccalauréat. Ce que j'ai à vous dire peut se résumer ainsi: le mérite et le travail ne sont pas toujours récompensés, je me suis présenté au baccalauréat, sûr de gagner mes lettres de noblesse, étant bien pré-arr. Mais, hélas! tous mes révisions s'évanouissant, et malheureux mortel que je suis, je suis resté sans diplôme.

Je ne dédaigne donc à quitter les études pour lesquelles, pourtant, j'ai beaucoup de goût, et j'enfonce dans le commerce. Mon cas n'est pas unique; celui-ci est pas.

Je connais un jeune Roumain qui a été refusé en juillet — pourtant aucun candidat ne méritait autant que lui d'être reçu.

Ce jeune homme, portant un nom à consonance allemande, fut traité d'Autrichien et de Boche par le professeur d'histoire. Je vous laisse le soin de commenter l'acte de cet examinateur qui ne peut chagriner.

Ce jeune homme, respectant trop ses pédants de la Sorbonne, n'a pu protester.

Les professeurs sont un trop indulgents (par tant) au trop sévères.

Je ne vous dis pas combien les « potaches » eux-mêmes désirent la suppression du baccalauréat. Si ce n'est tout ça, il y a longtemps que ce serait fait.

Excusez-moi d'avoir été, contrairement à ce que vous demandez, long, et recevez, Monsieur le Directeur, mes empressements salutations.

PHILOPAX.

La Vie chère

Monsieur le Rédacteur,

Dans votre article d'aujourd'hui, vous attaquez le crédit pour faire obtenir à un grand nombre de fonctionnaires, des indemnités nécessaires pour payer au rachat de la vie.

Les fonctionnaires vous pouvez ajouter que les officiers subalternes qui sont à l'infanterie, qu'ils ne touchent aucune indemnité et que l'on dépense au gré de sa bourse sans qu'il y ait de dépense au gré de sa bourse.

Je suis sûr que vous n'avez pas oublié de mentionner les officiers subalternes qui sont à l'infanterie, qu'ils ne touchent aucune indemnité et que l'on dépense au gré de sa bourse.

Je suis sûr que vous n'avez pas oublié de mentionner les officiers subalternes qui sont à l'infanterie, qu'ils ne touchent aucune indemnité et que l'on dépense au gré de sa bourse.

Je suis sûr que vous n'avez pas oublié de mentionner les officiers subalternes qui sont à l'infanterie, qu'ils ne touchent aucune indemnité et que l'on dépense au gré de sa bourse.

Je suis sûr que vous n'avez pas oublié de mentionner les officiers subalternes qui sont à l'infanterie, qu'ils ne touchent aucune indemnité et que l'on dépense au gré de sa bourse.

Je suis sûr que vous n'avez pas oublié de mentionner les officiers subalternes qui sont à l'infanterie, qu'ils ne touchent aucune indemnité et que l'on dépense au gré de sa bourse.

Je suis sûr que vous n'avez pas oublié de mentionner les officiers subalternes qui sont à l'infanterie, qu'ils ne touchent aucune indemnité et que l'on dépense au gré de sa bourse.

Je suis sûr que vous n'avez pas oublié de mentionner les officiers subalternes qui sont à l'infanterie, qu'ils ne touchent aucune indemnité et que l'on dépense au gré de sa bourse.

Reponses au lecteur

Bour. — Nous sommes tout à fait d'accord avec vous, mais hélas! ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il y a à la coupe aux lèvres.

Louis Mont. — Aucun des journaux dont vous nous parlez ne nous parvient depuis le guerre.

Mme A. G. — Je suis qu'un sous-solidaire des munitions on demande des ouvrières, mais je crois en effet que c'est pour la province. Impossible vous renseigner plus particulièrement.

SLALANDRES. On désire acheter plusieurs salamandres d'occasion en bon état. Faire offre par écrit indiquant le modèle et le prix à M. LEBRUN, au "BONNET ROUGE", 14, rue Drouot, ou se présenter à cette adresse, de 9 h. à 1 heure et de 3 h. 1/2 à 7 h. 1/2. Dimanches et fêtes exceptés.

Tribune de la Banquette

L'Union Sacrée à Charente

La section socialiste de Charente nous signale des incidents scandaleux dont on lira plus loin le détail. Le Bonnet Rouge tient à honorer sa profession de foi et se propose d'organiser contre les procédés de la coalition qui prétend imposer sa volonté — et celle des cléricaux au cru — aux fidèles de la République laïque.

Depuis bientôt deux ans, deux membres de la section socialiste de Charente, MM. Ternaux et Desprez, soutenus par une majorité de militants, ont organisé une coalition immorale de prétendus radicaux et de nationalistes, une liste exceptionnelle pour la défense des intérêts particuliers des habitants et de l'intérêt général de la commune.

M. Ternaux, premier adjoint, fait fonctions de maire, depuis la mobilisation du sympathique docteur Trépoignat.

La haine des réactionnaires honneur ou avoués contre tout ce qui est socialiste et même simplement républicain, se traduit par des procédés qui insistent tout particulièrement sur la commune.

M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera comme un monument de patriotisme, de mansuétude, de mansuétude de sens moral et de scrupules, les conseillers de la majorité ont porté plainte à M. le préfet de la Seine, contre le premier adjoint de Charente.

Après une enquête, le préfet de la Seine a nommé un délégué du bureau d'inspection, M. Ternaux, dont la probité est établie et dont le dévouement envers la population est incontestable, gêne les mercantis du républicanisme et les badauds qui les suivent.

Pour le dégoûter, pour l'amener à démissionner et pour essayer de le faire avouer, aucune provocation, aucune insulte, aucune avance, aucun outrage, aucune turpitude ne lui ont été épargnés.

Dans un rapport qui restera